



MAIRIE
LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20
Télécopie : 04 94 37 02 25

2019/024

ARRÊTÉ TEMPORAIRE
D'OCCUPATION DE VOIRIE

Déménagement rue Victor Hugo

N° 2019/024

L'Adjoint au Maire de LE VAL (VAR) ;

Vu l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions de Police Municipale à Mr Christian DEBAQUE, adjoint ;

Vu les articles L. 2212-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L411.1.1 et suivants ;

Vu l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié ;

Vu la demande en date du 09/02/2019 de Mme MARCHET Muriel, concernant son déménagement du 2 rue Victor Hugo – 83143 LE VAL,

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales concernées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le 16 février 2019 de 8h00 à 18h00 et par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, le pétitionnaire ou la société mandatée par lui est autorisé à stationner plusieurs véhicules aux abords du lieu de déménagement situé 2 rue Victor Hugo – 83143 LE VAL.

Circulation : Le pétitionnaire est autorisé à interrompre la circulation de la rue Victor Hugo de manière momentanée le temps de charger les meubles et/ou objets lourds et/ou volumineux

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire s'engage à mettre une copie de l'arrêté sur le tableau de bord des véhicules, le temps nécessaire au déménagement et de manière visible par tous.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire s'engage à faciliter le passage des véhicules d'intervention et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire est tenu responsable en cas de sinistre dû à une défaillance aux précédents articles, et en cas de dégâts constatés sur le domaine public et privé.

ARTICLE 5 : La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

Copies transmises à :

- Le pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.

Certifié exécutoire

Vu la publication ou notification

le 15/02/19

M. Marchet

Fait au Val, le 11 février 2019

L'adjoint Délégué
Christian DEBAQUE

